

ÉCOLOGIE SOLIDAIRE

Lettre n°1

édito

À moins d'une semaine du premier tour des municipales, l'actualité est dominée par la chute vertigineuse de la cote de popularité de Nicolas Sarkozy. On aurait pourtant tort de crier trop vite victoire : son affaiblissement ne signifie pas l'effondrement de l'UMP. Le maintien de la popularité du Premier ministre en est un symptôme : les Français ne rejettent pas totalement la politique actuelle. Elle marque aussi l'incapacité de la gauche à proposer une réponse crédible après la défaite à la présidentielle.

À gauche la confusion règne, accentuée par la profusion des configurations dans l'actuelle séquence électorale. Les listes regroupant PS-PC-PRG-Verts sont certes les plus nombreuses mais d'autres situations très significatives politiquement sont présentes. Malgré les appels pressants du PC à l'unité, le PS a choisi de partir à la conquête de plusieurs villes dirigées par le PC, notamment dans les derniers bastions communistes dans le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis. Dans d'autres cas, le PS a organisé une alliance avec le Modem dès le premier tour (Dijon, Montpellier, Tours, Roubaix ou Grenoble par exemple) ou ne l'écarte pas pour le second tour (Paris, Marseille...).

Les Verts présentent des listes autonomes dans moins de villes qu'en 2001, très loin des objectifs officiels d'autonomie. À quelques exceptions près, la LCR reste dans son refus de toute alliance, alors que Lutte ouvrière fait un virage à 180° en participant à des listes « union de la gauche » dans environ 65 villes de France. Et si tous essaient de chanter le couplet obligé sur

Pour nous l'objectif reste la mise en œuvre d'une représentation politique forte d'un projet de « transformation sociale et écologique »

l'environnement, la prise en compte globale des enjeux écologiques, avec leurs conséquences en termes de choix fondamentaux ne dépasse guère des aménagements à la marge ou une juxtaposition de politiques environnementales et de choix incompatibles avec l'urgence

énergétique et de lutte contre les changements climatiques.

On ne peut donc pas dire que ces élections sont marquées par une grande clarté politique. À gauche les grandes manœuvres de la recomposition se jouent en filigrane au travers des alliances de premier et deuxième tour des municipales. Deux enjeux apparaissent d'ores et déjà : la place de l'écologie qui dépendra en bonne partie des scores des listes autonomes Vertes et la « tentation du centre » dont les alliances avec le Modem au premier tour sont un avant-goût.

Pour nous, au delà des péripéties actuelles, l'objectif reste la mise en œuvre sous une forme à définir, d'une représentation politique forte d'un projet de « transformation sociale et écologique ». Dans cette perspective nous projetons l'organisation d'une rencontre dans les mois qui viennent. ■

Écologie solidaire

Un autre développement

Les évolutions internationales (mondialisation, hégémonie du capitalisme financier, « réveil » de la Chine et émergences de pays du Sud, restriction de circulation pour les peuples et multiplication des conflits armés...), la destruction des équilibres écologiques et ses conséquences (dérèglement climatique, réduction de la biodiversité...), la raréfaction des ressources naturelles non renouvelables et notamment du pétrole, l'aggravation des inégalités, menacent chaque jour un peu plus l'existence même des habitants de notre planète et renvoient avec acuité à l'inadaptation des politiques actuelles et à la nécessité de jeter les bases d'un autre modèle de production et de consommation.

Les politiques de spécialisation géographique reposant sur les inégalités Nord-Sud imposées par le capitalisme financier sont utilisées pour peser au maximum sur les salaires et les conditions de travail, tant au nord qu'au sud. L'idéologie néo-libérale, assimilant individualisme et « liberté individuelle », justifie les remises en causes de toutes les conquêtes sociales, et oppose les individus les uns aux autres cassant les solidarités et les protections collectives. Le même discours est servi sur toute la planète : au nom de la concurrence internationale, de la prétendue nécessité de la « flexibilité », les travailleurs, qu'ils

soient européens, africains, australiens, asiatiques, sud ou nord-américains... doivent accepter la remise en cause des droits si difficilement conquis dans chaque pays.

Face à ces périls, l'affirmation qu'un autre monde est possible gagne du terrain et partout des forces se lèvent, en Afrique, en Asie, dans les Amériques, en Europe... remettant en cause l'ordre établi et avançant vers une alternative globale.

Plutôt que la course effrénée à la croissance synonyme d'une société de gaspillage dans les pays riches ou émergents, il est temps d'oser dire qu'il faut un mode de développement moins consommateur des ressources de la planète, plus équilibré et qui permette à tous les peuples de vivre dignement.

Face à une droite décomplexée

En France après la période de progrès social et économique ouverte à la Libération, nous subissons depuis trente ans un retournement de la situation au détriment des salariés. L'équilibre établi entre travail et capital est rompu. La place de chacun dans la société est plus que jamais déterminée par les conditions de sa naissance (origine sociale d'abord mais aussi géographique, retour en force du communautarisme...) ; l'héritage prime sur les droits. La victoire de N. Sarkozy marque une nouvelle étape dans

l'hégémonie du libéralisme. Une droite dure et décomplexée, directement liée aux tenants du capitalisme, est bien décidée à poursuivre son offensive idéologique, à liquider les derniers acquis sociaux issus des compromis d'après guerre. Pour assurer sa domination elle aggrave une politique sécuritaire qui fragilise les plus faibles, renforce la peur et le repli sur soi. Sur le terrain politique cette droite poursuit ses attaques contre la démocratie (instrumentalisation de la représentation nationale, développement de la politique-spectacle, renforcement des pouvoirs présidentiels, criminalisation de l'action militante...), aggravant ainsi la crise de la représentativité et la coupure entre citoyens, partis politiques et institutions. Les conséquences sont particulièrement graves pour la gauche qui tient traditionnellement sa légitimité de ses liens avec les couches populaires, notamment à travers sa gestion des collectivités locales.

Reconstruction idéologique et politique

Militants antilibéraux, environnementaux, alternatifs, altermondialistes, féministes, syndicalistes, sont orphelins d'une expression politique à la hauteur des enjeux du XXI^e siècle, marqués par l'imbrication entre écologie et social. Les fondements d'une stratégie de « réformisme radical » qui n'hésiterait pas à proposer des axes de rupture avec les rapports sociaux, les modes de production et de consommation dominants restent à inventer ou à mettre en cohérence.

Il est urgent de mettre en oeuvre les moyens permettant la nécessaire reconstruction idéologique et politique. Il est urgent que s'élabore et s'impose un projet alternatif



liant émancipation sociale et révolution écologique.

Quel peut être l'apport de l'écologie politique à cette reconstruction ?

Écologie solidaire : pour un lieu de débat et de propositions

Pour tenter de répondre à cette question nous prenons l'initiative d'un club politique **Écologie solidaire**. Écologiste et solidaire, car l'écologie est indissociable du « vivre ensemble » : l'individu fait d'abord partie de son environnement ; il ne peut progresser que collectivement grâce aux valeurs de solidarité.

La vocation d'**Écologie solidaire**, formée d'adhérents membres ou non de partis politiques, sera de s'inscrire, à sa modeste mesure, dans cette reconstruction en y portant la nécessité de la prise en compte des exigences écologiques pour tout projet politique véritablement de gauche. Ainsi, nous souhaitons nous inscrire dans la perspective d'une « gauche de transformation » que nous voulons être « de transformation sociale et écologique ». Nous appelons d'autres sensibilités écologistes et/ou anti-libérales à peser dans ce sens

Convaincu de la nécessité d'initiatives transversales, **Écologie solidaire** ne sera une tendance ni des Verts, ni d'aucun autre parti. Concrètement **Écologie solidaire** sera un lieu de débats et de propositions. Pour ce faire dans l'immédiat, il

- publiera une lettre électronique mensuelle
- participera à ou initiera tout débat de fond permettant d'avancer vers une alternative
- ouvrira une liste de discussion et d'échange d'information ■

contact : edition @ecologie-solidaire.org

contribution 

Libéralisme et vieilles semences (attaques contre l'association Kokopelli)

Kokopelli est une association du Gard qui, depuis une quinzaine d'années, protège la biodiversité alimentaire en diffusant des semences reproductibles de variétés anciennes de plantes, et en garantissant l'accès à toutE unE chacunE.*

L'association a été attaquée en justice par des semenciers, la FNSP (fédération nationale des semences potagères) et le GNIS (groupement national interprofessionnel des semences), et lourdement condamnée : plus de 88 000 euros de pénalités et frais de justice depuis deux ans.

La FNSP regroupe de petits semenciers, mais aussi et surtout de grandes multinationales comme Limagrain, Syngenta et... Monsanto.

Ce qui dérange les grands semenciers c'est que Kokopelli propose aux jardiniers et aux paysans d'être autonomes et responsables face au vivant, et que l'association permette d'utiliser des semences anciennes reproductibles et adaptables à de très nombreuses conditions de culture, sans le soutien de l'agro-chimie.

Crime de lèse libéralisme, donc !

Il est intéressant de noter la similitude des actions et de la répression envers les faucheurs volontaires, les amis de l'ortie, les défenseurs de l'herboristerie et Kokopelli.

*Le GNIS **, sous l'égide du ministère de l'Agriculture, harcèle Kokopelli depuis de nombreuses années, arguant que l'association diffuse des variétés non inscrites au Catalogue National.*

Mais on trouve dans ce catalogue des variétés OGM interdites...

On peut souligner la contradiction entre le Grenelle de l'Environnement qui prétendait sauver la biodiversité et l'Etat, qui attaque, par le biais du GNIS, une association promouvant cette biodiversité dans la réalité.

Mais Kokopelli ne baisse pas les bras, et continue la bataille juridique.

Il est possible de les aider financièrement (don libre), de s'informer, de commander semences ou des livres en allant sur leur site :

<http://www.kokopelli.asso.fr/index.html> ■

Kyra-Françoise Mas

* Kokopelli, du nom d'un dieu des indiens Hopi (indiens Pueblo d'Amérique du Nord)

** le GNIS a été mis en place en 1941, par le Maréchal Pétain...

Mais où va le syndicalisme français ?

Depuis plusieurs années, les décisions et les orientations des principales centrales syndicales françaises laissent bon nombre de salariés sceptiques et insatisfaits. L'accord signé entre le patronat et quatre syndicats sur cinq (CFDT, CFTC, FO, CGC, à l'exception de la CGT), début janvier, sur la réforme du marché du travail confirme, s'il en était besoin, la crise du syndicalisme français, tant au niveau de ses forces militantes, que de sa capacité à résister aux sirènes du discours libéral.

Comment interpréter, par exemple, l'attitude des organisations syndicales qui, ces derniers mois, ont semblé « tétanisé » face aux orientations politiques du gouvernement, quand nombre de dossiers auraient nécessité une mobilisation plus forte et plus originale dans les formes comme dans le contenu :

- démantèlement des régimes dits « spéciaux » de retraite
- baisse, sans précédent, des effectifs de la fonction publique
- réforme du marché du travail et toilettage annoncé du code du travail

Le diagnostic ne date pas d'aujourd'hui. Nous connaissons les principales lacunes du syndicalisme français : le faible taux de syndicalisation (notamment dans le secteur privé et les petites entreprises), son émiettement, sa difficulté à représenter de larges pans du salariat actuel (travailleurs précaires ou clandestins, chômeurs...). Sans doute trop conscientes de leurs propres faiblesses, les grandes centrales syndicales ont accepté, sans coup férir, l'agenda dicté par les organisations patronales et le gouvernement.

Pour n'évoquer que le dernier dossier en cours, quelle nécessité y avait-il à parapher un accord sur la réforme du marché du travail comportant de graves reculs pour les salariés et les chômeurs ? Un accord instaurant l'allongement de la période d'essai ?

Validant la mise en place du licenciement personnel négocié ou la création du CDD de mission pour les ingénieurs et pour les cadres ? Réduisant les possibilités de recours et de saisie des prudhommes ? « En parvenant à un accord le mois dernier sur la réforme du marché du travail, les partenaires sociaux ont permis à N.Sarkozy et à son gouvernement d'enregistrer un vrai succès » (Alternatives Economiques, février 2008).

La belle affaire !

Certains ont évoqué, calquée sur le modèle danois, les prémices d'une flexisécurité à la française. Or si l'on mesure bien, dans cet accord, les avancées en matière de flexibilité (allongement de la période d'essai, rupture conventionnelle ou pour inaptitude d'origine non professionnelle), les garanties permettant de sécuriser le parcours professionnel des salariés sont restées à l'état d'ébauche et pour l'essentiel reportées à des négociations ultérieures (des négociations seront ouvertes par les branches professionnelles pour permettre aux salariés à temps partiel de développer leurs compétences ; concernant la mobilité géographique, des mesures d'accompagnement seront recherchées ; des moyens spécifiques seront mis en place pour les demandeurs d'emploi les plus éloignés de l'emploi...etc.). Dès lors l'acceptation d'un tel accord, au contenu si peu contraignant pour les entreprises, par des organisations syndicales censées défendre l'intérêt des salariés, reste incompréhensible si l'on s'en tient au seul contenu de l'accord.

En effet, « Le plus important dans cet accord, a-t-on pu lire, est donc d'être parvenu à un accord. Apportant la preuve que les partenaires sociaux français, désormais plus matures, sont désormais capables d'élaborer des compromis gagnant-gagnant ». Mais à quoi mesure-t-on

un compromis « gagnant-gagnant » ? A la satisfaction des organisations signataires comme à celle du gouvernement ? Aux références plus que schématiques à un modèle nordique (la flexisécurité agitée comme un gri-gri) censé concilier flexibilité, plein emploi et sécurité ?

Bien entendu, les organisations syndicales ne sauraient être tenues pour les seules responsables de la situation actuelle. La crise du politique et la crise de la gauche touchent de plein fouet le combat syndical. Les évolutions programmatiques du PS et de la gauche de gouvernement vont dans le même sens : opposition entre les Anciens et les Modernes, entre les conservateurs et les réformistes, entre les adeptes de la rupture et les partisans du consensus... le tout dans une grande confusion « idéologique ».

On ne peut attendre, dans ces conditions, des organisations syndicales une aptitude à rechercher des formes nouvelles de lutte quand les seuls enjeux se limitent, pour certaines, à démontrer leur capacité à trouver un accord gagnant-perdant. ■

Alain Coulombel



La Lettre de l'Écologie solidaire est éditée sous la responsabilité de - Nicole Bertrand-Séris - Martine Billard - Alain Coulombel - Augustin Grosdoy - Simon Imbert-Vier - Marc Lasaygues - Jean-Pierre Lemaire, Kyra-Françoise Mas - Laurent Moccozet - Michel Wilson

Vous pouvez nous contacter en envoyant un mail à :

edition@ecologie-solidaire.org

Vous pouvez vous inscrire ou vous désinscrire à la Lettre de l'écologie solidaire en vous rendant sur le site

listes.ecologie-solidaire.org